

# uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT  
DIE UNABHÄNGIGE BÄUERLICHE ZEITUNG

## Milchmarkt Europa: «So werden Bauern geopfert!»

Die Überproduktion auf den europäischen Milchmärkten führt zu einem drastischen Verfall der Milchpreise und direkt in die nächste Milchkrise. Dagegen demonstrierten die europäischen Milchbauern des European Milk Board am 10. Juli in Brüssel vor dem Europäischen Parlament. Als Symbol für die gegenwärtige Überproduktion auf den europäischen Milchmärkten wurde ein überlaufender Milchsee vor dem Europäischen Parlament errichtet. Die Übermengen am Markt drücken die Milchpreise weit in den Keller, so dass dieser heute bei 25 cts liegt, tiefer noch als im Jahre 2009.

Das Überleben der Höfe kann so nicht gesichert werden. Die eingeleitete Liberalisierung des Milchmarktes unter dem schönen Begriff „Softlanding“ bedeutet Organisation der Überproduktion und für die Milcherzeuger die zweite Bruchlandung in drei Jahren. Abhilfe kann praktisch nur eine Reduktion der Produktion leisten, die kurzfristig am besten über einen freiwilligen

Lieferverzicht erreicht wird. Die guten Ansätze im Ausschussbericht des Europäischen Parlaments zur Agrarmarktordnung müssen aufgegriffen und in den nächsten Wochen und Monaten gemeinsam mit der Politik - das heißt konstruktiv aber auch entschieden - weiterentwickelt werden. Falls sich die Situation nicht schnell bessert haben die Milchproduzenten für den 19. September eine weniger friedliche Aktion angekündigt.



Ce dessin a été offert pour la cause des producteurs de lait par Raymond Burki et le 24Heures / Diese Karikatur wurde von Burki und 24Heures, den Milchproduzenten als Unterstützung gegeben

## Europe laitière: «On assassine les paysans!»

Avec l'acceptation du paquet lait par le Parlement européen «On assassine les paysans!», c'est ce qu'a déclaré le député européen José Bové lors de la récente action coup de poing de l'European Milk Board à Bruxelles. 5000 litres de lait ont été déversés devant le Parlement pour dénoncer la chute vertigineuse des prix du lait en Europe.

Il est redescendu à 0.25 euro le litre. Pire qu'en 2009. En cause, la surproduction «organisée» par Bruxelles. Le plan, qui propose une augmentation linéaire et annuelle de la production européenne - pour que les paysans puissents'adapter et «atterrir en douceur» avant la libéralisation complète

du marché laitier en 2015- est en marche. Par cette action, EMB a pu relancer le débat au sein du Parlement sur du rachat, par le fond agricole européen, de quantités à retirer du marché en cas de crise aigüe.

Si rien n'est entrepris rapidement, EMB annonce une nouvelle action le 19 septembre, beaucoup moins pacifique.



**Campagne Lait/  
Milchkampagne**

**Trois stratégies /  
Drei Strategien**

Pages 2-4



**La vie du syndicat /  
Aus der Gewerkschaft**

**Actualité /  
Aktuell**

Page 5



**Dossier thématique/  
Thematischer Fokus**

**Ouvriers agricoles /  
LandarbeiterInnen**

Pages 6-7

CAMPAGNE LAIT

# Trois stratégies pour sortir de la crise

Plus de 800 exploitations laitières ont arrêté la production cette année. Pour stopper l'hémorragie, les producteurs de lait montent au front. Ils proposent des stratégies pour améliorer la situation du secteur. Selon les régions, l'une ou l'autre des trois stratégies proposées est plébiscitée. A vous de vous faire votre avis. Des séances décentralisées seront organisées dans les sections afin que nous puissions en débattre.

Toutes les mesures prises jusqu'à aujourd'hui n'ont pas permis de résoudre l'une des plus graves crises laitières que traverse le pays. Tout ce qui a été proposé et mis en place jusqu'à aujourd'hui ne fonctionne pas. Pour sortir de l'ornière, les familles paysannes ont des solutions. Elles doivent être connues par le plus grand nombre afin qu'un débat large et publique puisse avoir lieu. Ce débat est autant plus important qu'il va falloir convaincre une bonne majorité des forces politiques, tant à gauche qu'à droite. Et cela n'est pas gagné. Il est donc nécessaire que chacun s'y attèle, à son niveau (communal, régional et national), pour expliquer et convaincre!

Demander aux organisations (chambres, fédérations, coopératives, ...) et aux politiques de soutenir la pétition «Du lait, mais pas plus qu'il n'en faut» est un bon moyen pour aborder le sujet. Demander une signature permet de démarrer une discussion sur le sujet et d'ouvrir le débat. Il est ensuite plus facile de présenter les solutions ci-dessous.

Uniterre vous en présente trois. Ce sont celles qui ont été plébiscitées, en Suisse allemande, par le plus grand nombre.

Afin que tout le monde puisse en prendre connaissance, Uniterre va organiser des séances décentralisées dans les régions. Nous vous tiendrons informé des dates en temps voulu.

## Proposition 1 «Retrait des quantités C»

Sur la base des quantités au 1er mai 2011 inscrites sur la déclaration des paiements directs, chaque producteur se voit retirer 5% de ses quantités de base (y compris les droits achetés) et 10% de ses quantités supplémentaires.

Après ces déductions, les quantités produites correspondent au marché domestique ainsi qu'au marché d'exportation à forte valeur ajoutée (A) et au marché mondial (B). Le volume A est réadapté annuellement ou deux fois dans l'année selon la demande nationale. La production des volumes B est libre.

La Fédération des producteurs suisses de lait (PSL) achète tout le lait B produit. Le prix est celui du marché mondial (sans subsides par la Confédération ou les producteurs). Ensuite PSL vend toute la quantité de lait B au prix du lait A à l'industrie. Le prix du lait A doit couvrir à moyen terme les coûts de production suisses et les frais de gestion de PSL.

Si une entreprise industrielle exporte des produits à faible valeur ajoutée comme la poudre ou le beurre sur le marché mondial, elle doit en fournir la preuve écrite. En fonction des quantités exportées, PSL remboursera la différence de prix à l'entreprise. La régulation du volume B s'opère par le prix. La force obligatoire est attribuée à PSL pour mettre en place le système et obliger l'ensemble de la filière à passer par elle pour l'achat et la revente de lait.

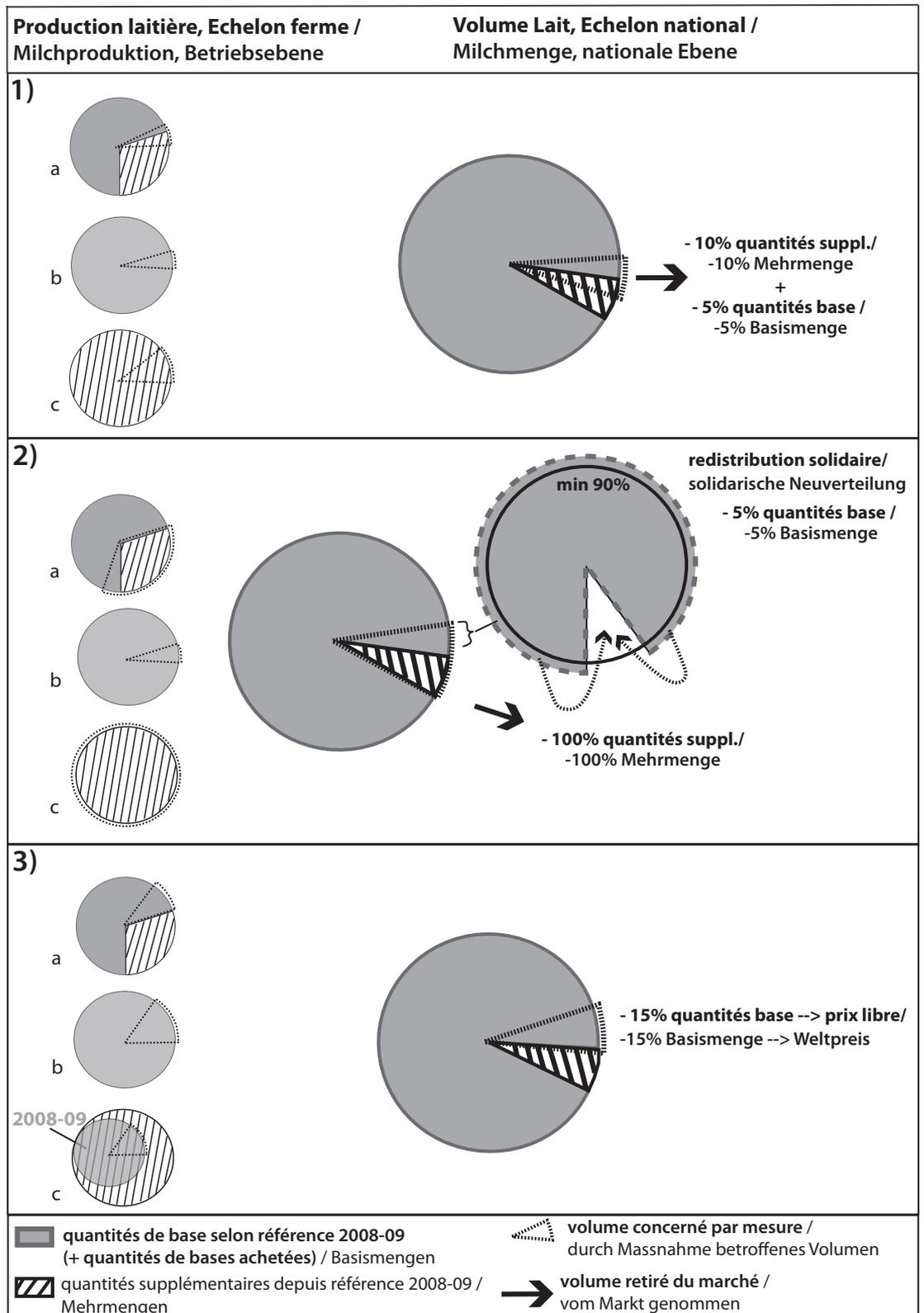


Fig.1: L'effet des trois mesures sur la diminution des volumes de lait, à gauche à l'échelon des fermes (les fermes-types a, b et c ont produit en 2011 respectivement avec un tiers de quantités supplémentaires, aucune quantité supplémentaire et totalement avec des quantités supplémentaires); à droite à l'échelle de l'ensemble des producteurs suisses de lait. /

Fig.1: Wirkung der drei Massnahmen auf Milchvolumen, links auf Betriebsebene (Betriebsbeispiele a, b und c, welche im Jahr 2011 respektive mit einem Drittel Mehrmengen, ohne Mehrmengen und ausschliesslich Mehrmengen produziert haben); rechts auf der Ebene aller Schweizer Milchproduzenten.

Übersetzung im Anhang

CAMPAGNE LAIT (SUITE)

**Proposition 2 «Gestion solidaire sans segmentation»**

Sur la base des quantités au 1er mai 2011 inscrites sur la déclaration des paiements directs, toutes les quantités supplémentaires attribuées après 2008/2009 sont retirées du marché. Tous les producteurs mettent ensuite entre 5% et 10% de leurs quantités de base dans un pot commun. Le volume de ce pot doit correspondre au minimum à 90% des quantités supplémentaires retirées.

Les fermes ayant perdu leurs quantités supplémentaires peuvent racheter jusqu'à 90% de leurs quantités au pot commun (prix et modalité de paiement à définir). L'argent généré va dédommager les familles paysannes qui ont mis leurs 5% à 10% de leurs quantités de base à disposition. Dès lors les quantités produites au niveau national représentent les quantités produites durant l'année laitière 2008/2009 (équilibre offre/demande). Ensuite, un organisme d'attribution/retrait du lait aurait comme mission d'adapter le volume à produire en fonction du prix ou d'une fourchette de prix payé aux producteurs.

Le prix minimum étant le prix qui couvre les frais de production. Les producteurs n'ont plus qu'un prix du lait. L'organisme d'attribution/retrait est composé de différents collègues, à savoir les producteurs, les consommateurs et éventuellement celui du pouvoir politique. Les acheteurs annoncent quant à eux leurs besoins une fois par année. La force obligatoire est attribuée à la Fédération des producteurs suisses de lait pour appliquer la mesure et créer l'organisme de gestion. La force obligatoire serait ensuite transmise à cet organisme.

**Proposition 3 «la loi fait foi»**

Pour chaque exploitation du pays, 85% des quantités de base attribuée en 2008/2009 sont payées à un prix fixe, couvrant les frais moyens de production.

Tant le prix que le volume payé à ce prix sont inscrits dans une ordonnance liée à la loi fédérale sur l'agriculture. L'industrie a donc l'obligation d'acheter ce volume au prix fixé. Seul le prix pour ce volume est assuré. Les 15% restants des quantités de base et l'ensemble des volumes supplémentaires dépendent de la loi du marché, à savoir celui de l'offre et de la demande. Ces volumes n'obtiennent aucun soutien de la Confédération ni des producteurs. La force obligatoire n'est attribuée à aucune organisation. C'est le texte de loi qui fait foi. Les différentes organisations agricoles ainsi que les acheteurs doivent s'y soumettre.

Nicolas Bezençon

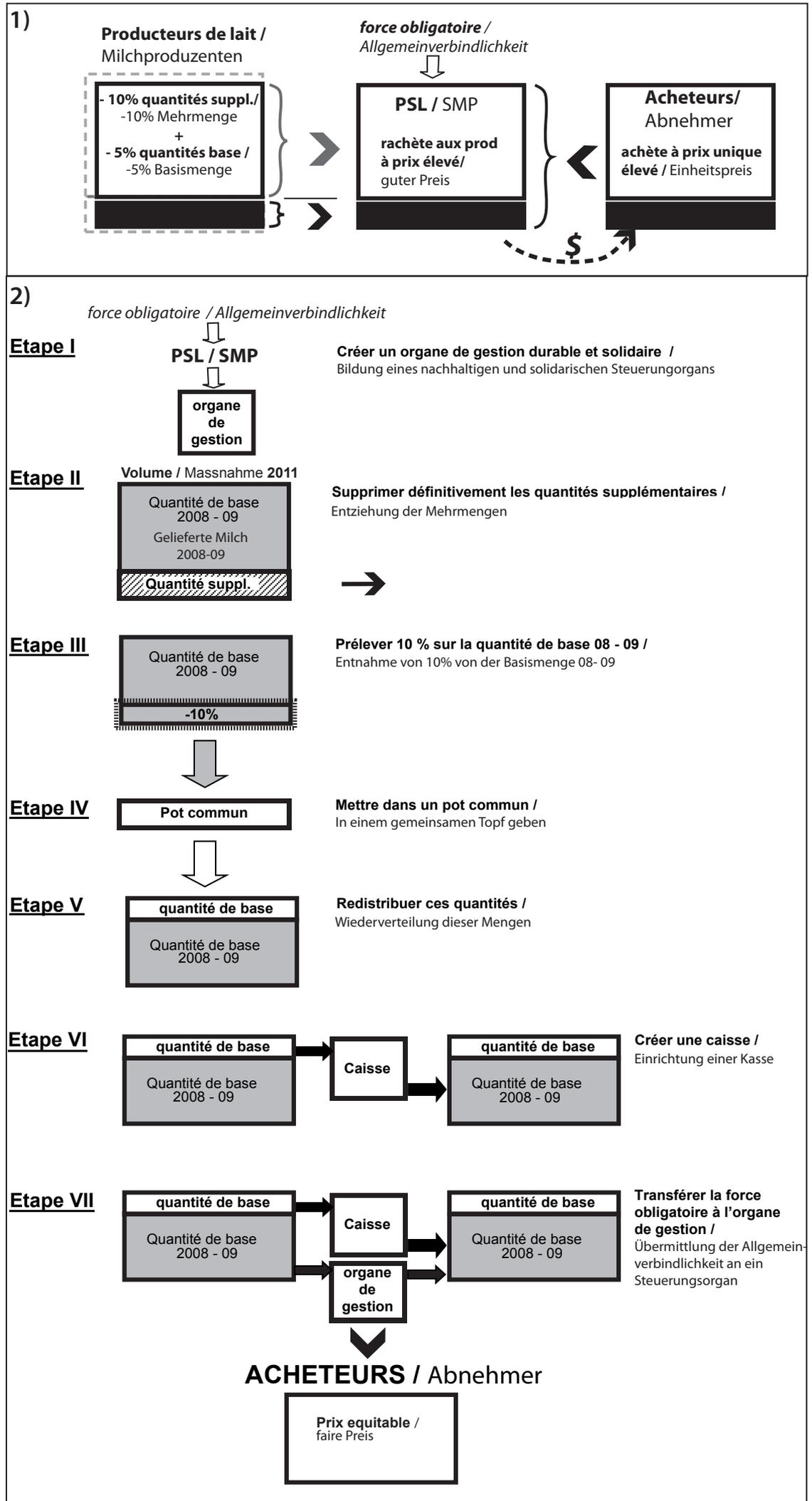
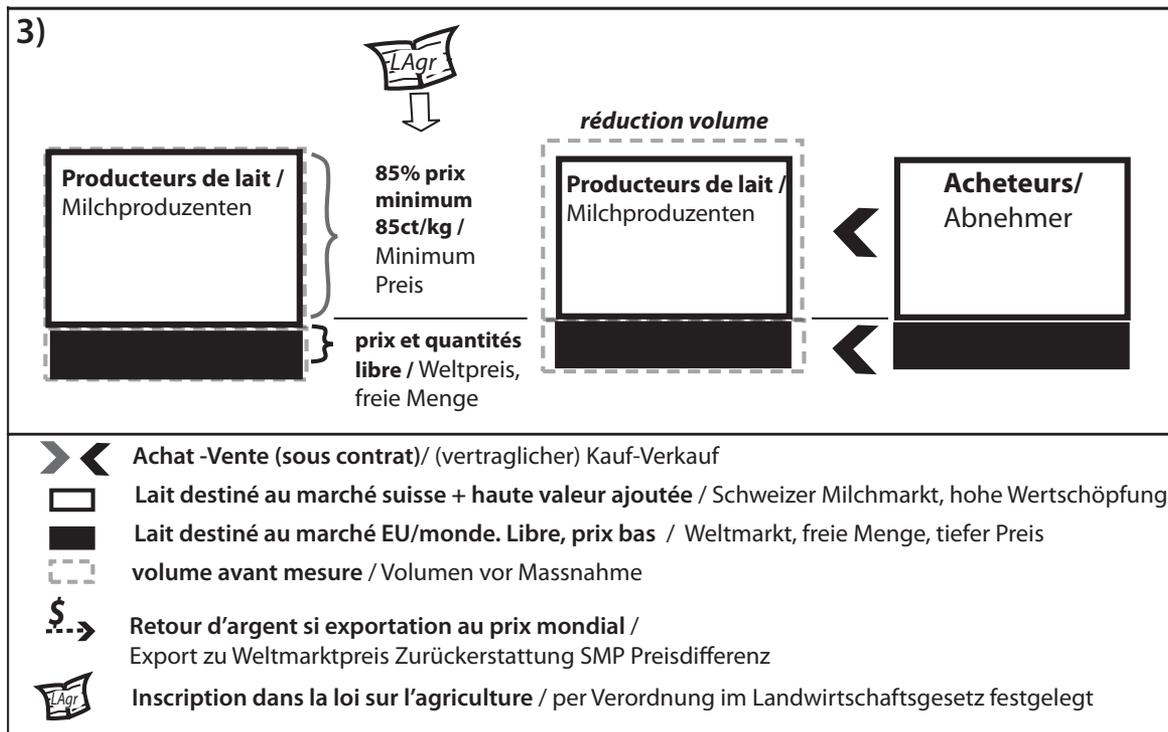


Fig.2a: L'effet des mesures 1 et 2 sur la gestion des volumes et des prix du lait (légende, voir page suivante) /

Fig2a: Wirkung der Massnahmen 1 und 2 auf Mengensteuerung und Milchpreis.

Fig. 1, 2a, 2b: Uniterre

CAMPAGNE LAIT (SUITE)



Osons un lait de qualité

**PARABOL**

Bolus naturel en cas de Cellules somatiques trop hautes

LGC SA  
1627 Vaulruz

www.lgc-sa.ch 026 913 79 84

Fig.2b : L'effet de la mesure 3 sur la gestion des volumes et des prix du lait /

Fig.2b: Wirkung der Massnahme 3 auf Mengensteuerung und Milchpreis.

## Eclairage local avec Patrice Dubosson, producteur de lait au Val d'Iliez



**Patrice, tu t'es beaucoup investi dans la promotion de la pétition nationale "Du lait mais pas plus qu'il n'en faut" en Valais, quels en sont les échos sur le terrain?**

Les producteurs-trices de lait ont vraiment le moral dans les chaussettes! Il ne s'agit donc pas seulement de leur proposer de soutenir la pétition, mais bel et bien de leur montrer qu'il existe trois propositions concrètes de gestion des volumes laitiers dans les campagnes, émanant des collègues paysans. Ces propositions ont besoin d'être massivement discutées dans les fermes, car ce sont aux paysans-nes de faire bouger le système, et non d'attendre le changement tant espéré. Nous sommes persuadé qu'une gestion des volumes est indispensable? Eh bien allons-y ! Les politiques et collectivités locales valaisannes ont par ailleurs donné un signal d'intérêt à faire avancer le dossier si la base paysanne le portait. La pétition donne donc une visibilité à ces modèles de gestion paysanne, c'est pour cette raison qu'il est important que chacun interpelle sa collectivité locale au moyen de la pétition.

**Justement, comment les collectivités locales se sentent-elles investies dans la lutte contre le dysfonctionnement du marché laitier?**

Dans le Val d'Iliez, plusieurs producteurs de lait se sont regroupés lors de la première grève du lait et ensemble nous avons monté une Commission agricole intercommunale. Nos réflexions nous ont ensuite mené à nous lancer dans un projet de développement régional (PDR) basé sur la valorisation du lait. S'il est vrai que le PDR a été un levier pour impliquer les Conseillers municipaux, je pense toutefois qu'il est possible de mettre en place de telles Commissions agricoles un peu partout. Au Val d'Iliez, comme seule une petite partie du lait peut être valorisée dans cette nouvelle filière locale et équitable, nous tenions à travailler de façon solidaire au sein de la filière industrielle. La Commission intercommunale, puis les conseils municipaux des trois communes ont décidé

d'apporter leur soutien officiel à la pétition, notamment en soutenant des soirées d'information sur ces modèles de gestion. D'ici l'automne, d'abord le cercle laitier régional, puis les producteurs et les conseillers municipaux de la Vallée du Rhône seront invités à en débattre. Il est essentiel que l'ensemble des producteurs de lait comprenne ces modèles de gestion des quantités.

**Quelle est la situation des producteurs -trices de lait dans ta région ?**

Dans de nombreux pâturages, on voit des vaches allaitantes qui ont remplacé les vaches laitières. Pourtant, la production laitière n'a pas diminué et a même légèrement augmenté en Suisse. On risque alors de casser le marché de la viande, comme cela s'est déjà passé avec le porc. Il est donc impératif de réguler le marché du lait et d'obtenir des prix qui couvrent les coûts de production.

**Comment vois-tu l'avenir?**

Clairement entre les mains des paysans!!! Et ils devront se battre pour remettre l'agriculture sur les rails! Mais ils ne doivent pas oublier qu'ils ont pour cela un outil entre leurs mains -grâce à leur cotisation- qui est Uniterre. Son secrétariat permet de relier tous les producteurs des différentes régions de suisse: ces mesures sont le fruit de paysans qui se sont réunis.

**Pour terminer, as-tu déjà un avis sur ces trois propositions de gestion du marché du lait?**

Si la 1ère et la 3ème mesure ont le mérite d'être faciles à comprendre et à mettre en place, seule la 2ème mesure me semble réellement envisager une gestion durable des volumes et du prix. En effet, les deux autres présentent à terme des risques que les producteurs fassent un calcul du prix moyen de leur lait et surproduisent. La Commission lait d'Uniterre reconnaît qu'une diminution de 5 % sur la quantité de base et de 10% sur les quantités supplémentaires, telle proposée par la 1ère mesure, ne suffirait pas pour alléger le marché. Je reproche à cette mesure aussi le fait qu'elle pénalise particulièrement les producteurs qui ont sous-produit et le fait que les acheteurs pourront toujours notablement influencer le marché. La 3ème mesure pose elle aussi quelques questions car aucune quantité n'est retirée à proprement parlé du marché et elle pénalise particulièrement les producteurs de quantités supplémentaires, qui seront en faillite si payés totalement au prix européen.

*Propos recueillis par Anne Gueye-Girardet*

LA VIE DU SYNDICAT

# Marché du porc- réflexion avortée

Aucune embellie ne se profile dans le marché du porc; c'est sous ce ciel ombragé que les délégués de Suisseporcs se sont retrouvés en assemblée générale à la fin mai. A cette occasion, une motion déposée par Beat Jenni, le président romand de Suisseporcs, a suscité beaucoup de débats. Acceptée en mars par la base romande, elle a été soumise à l'assemblée suisse des délégués. Elle proposait d'étudier l'opportunité de mettre en place un fonds permettant de désengorger le marché. Le mécanisme aurait été le suivant: pour chaque porcelet, le prix de la marque auriculaire aurait été renchéri de 1.- ce qui aurait permis de rassembler 2,8 millions de francs. Cet argent aurait servi à indemniser à hauteur de 1'000 francs par truie les producteurs qui acceptaient de la retirer durablement de la production. L'effet escompté aurait été une baisse d'environ 2% de la production. Il s'agissait donc d'étudier cette option et d'autres alternatives et d'en présenter les résultats à l'assemblée des délégués de 2013. De manière surprenante (par 50 oui contre 74 non), l'idée de réfléchir à des options pour désengorger le marché a été refusée. Plusieurs délégués ont estimé qu'une telle étude pourrait avoir comme effet pervers de freiner l'évolution des structures. Pour ces personnes, seul le marché de l'offre et la demande est roi et toute régulation est malvenue. Pourtant, certains producteurs nous disent que l'équilibre entre offre

et demande semble en partie rétabli alors que les prix ne montent toujours pas, se situant toujours au niveau de ceux des années 1960 (3.80.-/kg poids vif). Seul le prix des porcelets a repris un peu de couleur (5.-/kg), mais n'a toujours pas atteint le seuil minimal nécessaire. Alors oui, 1.- par marque auriculaire c'est une somme, mais certains producteurs estiment que si cela peut permettre de remonter le prix en donnant un coup de pouce financier à ceux qui hésitent à faire le pas de réduire leurs places de truies, tout le monde y trouverait son compte. Il y a sûrement des inconvénients à une telle mesure, mais la motion avait le mérite d'initier un débat salubre sur la base d'arguments documentés issus d'une évaluation de différentes variantes de régulation. Parallèlement à la proposition de régulation de M. Jenni, il aurait été possible d'étudier la possibilité d'affranchir les petits élevages du système de régulation ou d'avoir une réduction linéaire sur toutes les élevages afin de maintenir une diversité dans la taille des élevages. Une mesure alternative ayant le même effet sur les quantités produites sans forcément viser l'arrêt de certains élevages mais plutôt une réduction solidaire. Que certains producteurs ne s'autorisent plus à prendre le temps de réfléchir, cela s'appelle une fuite en avant... et plus la vitesse est élevée, plus l'impact est violent.

Valentina Hemmeler Maïga

## Lettre ouverte à M. Tschäppät, maire de la Ville de Berne

Uniterre a écrit au maire de la Ville de Berne pour dénoncer les réactions diamétralement opposées de la part des autorités à notre manifestation du 2 mars dernier par rapport à celle de la jeunesse -revendiquant plus de liberté d'action, et qui a laissé derrière elle une facture astronomique à la voirie. Voici quelques extraits:

« (...) Une jeunesse qui bénéficie pourtant de notre plein soutien quand elle se lève pour résister contre l'étouffant dictat de la consommation.

Nous, paysannes et paysans, nous sommes mobilisés à Berne, afin de sensibiliser l'opinion publique à notre situation précaire. Nous précisons qu'il ne s'agissait pas de revendiquer une liberté d'action, mais simplement le droit de survivre (...).

Avec l'image symbolique de bottes d'enfants, de femmes et d'hommes -devenues obsolètes parce que leurs propriétaires ont dû abandonner leur ferme- nous avons essayé de porter nos préoccupations au devant de l'opinion publique et des autorités responsables.

Comme unique réponse à notre action symbolique, nous avons aujourd'hui une facture de 385 Frs. pour l'élimination des bottes paysannes. Ce qui devait être un signe de la disparition des fermes, s'est transformé en un problème de collecte et traitement des déchets par la voie de la bureaucratie. En payant la facture, nos préoccupations seraient alors balayées sous le tapis. Cela ne devrait pas et ne doit pas se produire (...)

L'agriculture paysanne devrait aussi être une question importante pour vous et pour la Ville de Berne. Une question qui ne peut être réglée en exigeant une taxe sur les déchets. Avec cette lettre, nous appelons à votre responsabilité et à la proportionnalité.»

Photos en page 8

## Brèves de l'agriculture contractuelle de proximité



### Un nouveau permanent à la FRACP

Luigi d'Andrea, chargé d'affaire pour STOP OGM, mettra également ses compétences au service de l'agriculture contractuelle de proximité! Il a été nommé au poste de permanent de la FRACP et a pris ses fonctions depuis début juillet, pour un 20%. Il remplace Natacha Porcher, dorénavant présidente. Parmi ses tâches, une priorité sera mise à:

- faciliter l'échange d'information entre ACP.
- faciliter l'accès à l'information et à l'expérience pour les nouvelles initiatives
- augmenter la visibilité de la FRACP (medias, radio) et d'améliorer les outils de communication existant (web).
- Son contact: [dandrea@acpch.ch](mailto:dandrea@acpch.ch)

### 1% pour Uniterre

La structure d'agriculture contractuelle de



proximité valaisanne «Ramène ta Fraise» a décidé de reverser 1% de son chiffre d'affaire annuel à Uniterre. Cet argent est versé en reconnaissance du travail syndical qui est fourni. L'organisation rejoint ainsi les organisations qui le font déjà. Toute l'équipe d'Uniterre remercie le comité de «Ramène ta Fraise» et se réjouit de lui offrir en contrepartie des abonnements au journal d'Uniterre. Un article plus long sur cette structure est prévu dans nos colonnes prochainement! Plus d'info [www.ramenetafraise.ch](http://www.ramenetafraise.ch)

### Agricult'urbaine

Accord pour LaBourdache? Le collectif LaBourdache, qui cultive des légumes à Vidy (Lausanne) pourrait signer un contrat avec les autorités de la Ville de Lausanne prochainement. Le contenu de cet accord n'est pas encore connu à l'heure ou nous mettons sous presse. Il pourrait cependant stopper le processus d'expulsion fixé au 20 juillet.

Cet événement soulève à nouveau des points chauds très actuels. Le premier concerne les possibilités d'accès à la terre pour des jeunes paysans formés qui souhaitent s'installer et le deuxième celui de l'agriculture urbaine et de son développement en Suisse.

## Adhésion à l'initiative populaire «stop à la spéculation»

Uniterre a décidé de rejoindre le comité d'initiative «stop à la spéculation sur les biens alimentaires». Après une discussion au comité d'Uniterre et une rencontre avec les jeunes socialistes qui sont à l'origine de cette initiative, Uniterre a estimé important et constructif de s'associer à cette démarche. Nous sommes heureux que cette thématique retiennent l'intérêt de milieux non paysan. La spéculation sur les matières premières agricoles et les produits alimentaires est une des plus immorales. Sur le dos des plus faibles, certaines sociétés s'enrichissent de manière éhontée. La Suisse est devenue une plaque tournante du commerce agricole international. De nombreux traders s'y sont installés. Dans les critères minimaux pour la souveraineté alimentaire élaborés l'an passé par la plateforme suisse, l'interdiction de la spéculation sur les denrées alimentaires y figure. Le début de la récolte de signatures aura lieu en septembre 2012. Nous vous parlerons plus en détail de ce projet à ce moment.



LE DOSSIER THÉMATIQUE

# Solidariser les premiers maillons

Depuis quelques années, La Via Campesina a intégré les ouvriers-ères agricoles dans ses organes. Pour ce mouvement, les luttes des ouvriers ne sont pas éloignées de celles des paysans familiaux. Ces deux groupes sont les victimes d'un même système et auraient tout à gagner à rassembler leurs forces. Deux exemples de luttes menées par des organisations de travailleurs-euses agricoles membres de La Via Campesina illustrent ce propos. Uniterre a eu la chance de recevoir ce printemps Maria Carmen Garcia Bueno du SOC (Andalousie) et Carlos Marentes du Border Agriculture Workers Project (USA/Mexique).



Maria Carmen Garcia Bueno, son interprète et Valentina Hemmeler-Maïga à la Maison des Associations à Genève.

À l'occasion de la journée internationale des luttes paysannes, et sous la bannière «la terre à celles et ceux qui la travaillent», Maria Carmen est venue parler à Genève et à Neuchâtel de deux initiatives dans lesquelles le SOC (syndicat des ouvriers agricoles des champs, fondé à la fin des années 70 juste après la dictature de Franco) se trouve au cœur de la dynamique. Pour bien comprendre les raisons de ces actions orientées vers une réforme agraire, il faut d'emblée préciser qu'en Andalousie, 2% des propriétaires terriens possèdent 50% des terres agricoles. Les latifundia en Andalousie ont pour origine la conquête menée par les rois de Castille au Moyen Age. Les grands propriétaires disposent souvent de dix mille hectares ou plus. Le syndicat a donc régulièrement revendiqué l'accès à la terre pour la cultiver et tirer un revenu de cette activité pour les 50'000 journaliers agricoles que compte la région.

## Marinaleda, le début d'une utopie

C'est en 1978 que les premières occupations de terres voient le jour au sud de Séville. Après deux jours, les syndicalistes sont arrêtés. Mais les actions de ce genre, complétées par des appels à des contributions financières pour maintenir les occupations se succèdent. Arrive alors l'occupation de terres autour du village de Marinaleda qui compte 2'700 habitants dans la province de Séville. En 1980, 700 personnes se mettent en grève de la faim pendant 13 jours afin de pouvoir travailler la terre et échapper à un chômage galopant.

Mais le gouvernement socialiste semble sourd à ces appels et manque de volonté face aux propriétaires. Les militant-e-s ont dû trouver une manière détournée d'obtenir ces terres. C'est alors que les syndicalistes découvrent une loi qui stipule que si des terres en friche sont irriguées, le gouvernement peut exproprier les propriétaires et mettre ces terres à disposition des travailleurs-euses. En 1984 ils occupent alors un barrage pendant 30 jours et 30 nuits pour irriguer les terres convoitées du Duc de l'Infantado (qui possédait 17'000 ha).

Puis les femmes se décident à occuper la zone de villégiature de Felipe Gonzales, le chef du gouvernement espagnol. Elles obtiennent une audience. Mais une fois encore, les militant-e-s sont expulsé-e-s par la garde civile. Ils/elles s'entêtent et reviennent, prolongent l'occupation à 90 jours et 90 nuits, coupent des routes stratégiques. Vient alors l'exposition universelle de Séville en 1992 qui offre une plateforme médiatique pour la lutte des *Sans terre* espagnols. Ils/elles occupent alors une banque d'Etat, l'aéroport, immobilisent un train à grande vitesse etc. C'est après 8 ans de mobilisations en tout genre que le pouvoir se décide à appliquer la loi et donc à exproprier et indemniser le propriétaire afin d'octroyer 1'200 ha aux travailleurs-euses agricoles. Le village de Marinaleda est perçu alors comme une petite zone d'utopie dans le monde actuel: 100% d'emplois grâce notamment à sa coopérative agricole «el Humoso», des logements à 15 euros par

mois et par famille, une place de crèche garantie, des infrastructures publiques à disposition, des industries alimentaires auto-gérées et une démocratie participative. Même s'il y a toujours des bémols que la commune cherche à corriger, l'expérience de Marinaleda ouvre néanmoins un horizon de possibilités et reste une source d'inspiration.

## Somonte, contre la privatisation de terres publiques

20 ans plus tard, début mars 2012, en pleine crise de l'euro et de la dette espagnole, une nouvelle mobilisation voit le jour. Pour rembourser ses dettes, le gouvernement andalou décide de privatiser plus de 20'000 ha de terres publiques. Parmi celles-ci, se trouvent les 400 ha de la Finca Somonte de Palma del Rio (Province de Cordoue) qui devaient être vendues quelques jours plus tard aux enchères (elles avaient été expropriées en 1983). Alors que le chômage touche plus de 30% des habitant-e-s dont 1'700 personnes dans le village voisin de Palma del Rio, la réaction face à cette sombre perspective ne se fait pas attendre. Les 400 hectares sont occupés, semés, cultivés par plusieurs centaines de personnes. Une trentaine d'entre eux s'installent dans les bâtiments existants. Les revendications sont les mêmes que dans

les années 80: la terre à celles et ceux qui la travaillent et non à une aristocratie qui profite des biais de la Politique agricole commune européenne (PAC) pour toucher des subsides. C'est le cas de la Duchesse d'Albe, une des plus grande bénéficiaire de la PAC, qui possède 37'000 ha de terres agricoles dont 18'000 en

Andalousie. Mais en plus des aristocrates traditionnels, sont venus s'ajouter les investisseurs qui voient dans l'extension de la monoculture d'exportation l'occasion d'engranger des profits. Maria Carmen nous rappelle que, comme à Marinaleda, l'objectif des

syndicalistes n'est pas d'acheter les terres, car celles-ci doivent rester un bien public en main des personnes qui les travaillent. Même s'ils obtenaient les moyens de les acquérir, ils ne feraient pas cette démarche, c'est un principe de base. «Notre philosophie peut se résumer de la façon suivante: la terre, comme l'air et l'eau, est un don de la nature que personne ne peut s'approprier pour son profit individuel ou pour son enrichissement privé. La terre est un bien public, propriété du peuple, qui doit être à l'usage et à la jouissance de ceux qui y vivent et qui la travaillent...».

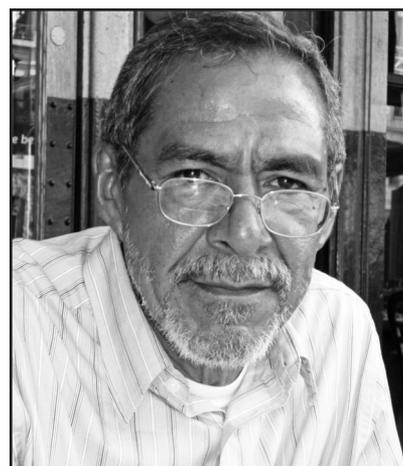
## Une réflexion sur la production

Si la coopérative de Marinaleda -question d'époque entre autres- n'a jusqu'alors pas su explorer les potentialités de circuits courts de vente et de production biologique pour ses produits, cela pourrait changer sous l'impulsion de la dynamique à Somonte. Le maire de Marinaleda reconnaît que les marges des intermédiaires sur leurs boîtes de poivrons sont 7 fois supérieures au prix initial et que des circuits plus courts permettraient de conserver de la plus-value sur la commune. Une réflexion sur le productivisme et la productivité devrait également être menée. La volonté

des occupants actuels de la Finca Somonte est de convertir ces terres, aujourd'hui largement consacrées à la culture céréalière «PAC-dépendante», en des surfaces diversifiées où se côtoient productions maraîchères, oliveraies et autres vergers, haies vives et menu bétail.

Le 26 avril 2012, coup de théâtre, les occupant-e-s sont expulsé-e-s. Mais moins de 24 heures après, les voici de retour pour poursuivre le projet et tenir tête aux autorités dans le marasme que vit l'Espagne aujourd'hui.

La ferme est un véritable lieu d'échange d'idées et de pratiques agricoles. Le soutien des villages voisins et des mouvements internationaux peut faire espérer au maintien de ces terres en mains publiques.



Carlos Marentes: «des paysans mexicains ruinés par les politiques de libre-échange deviennent alors une main-d'œuvre bon marché exploitée par l'agriculture industrielle nord américaine».

LE DOSSIER THÉMATIQUE (SUITE)



Occupation de terres à Somonte, Andalousie (photo: forum civique européen)

**Sur la frontière**

Carlos Marentes est né au Mexique et a émigré aux USA dans les années 70. Il est co-fondateur en 1983 du Border Agriculture Workers Project à El Paso (Texas), syndicat cherchant à organiser les ouvriers agricoles, à cheval sur la frontière américano-mexicaine. Une nécessité car dans les années 80, nombre de syndicats n'étaient pas ouverts aux migrant-e-s. Sur les 4 à 5 millions de travailleurs agricoles que comptent les USA, 80% sont originaires du Mexique, le reste de l'Amérique centrale ou des Caraïbes. La plupart sont des paysans qui ont été ruinés dans leur propre pays par les politiques de libre-échange. Ils deviennent alors une main-d'œuvre bon marché exploitée par l'agriculture industrielle nord américaine. Ils produisent les denrées alimentaires qui sont ensuite exportées vers leurs pays d'origine à coups de subventions à l'exportation.

Depuis un certain nombre d'années, l'offensive du gouvernement américain sur les migrant-e-s s'est renforcée. Ils sont de plus en plus considérés comme des criminels et le nombre d'expulsions a fortement augmenté. La frontière est militarisée, un mur érigé sur plus de 1'000 kilomètres, de la Californie au Texas (1/3 de la frontière). Dans le même temps, le gouvernement met sur pied des programmes d'occupation temporaire pour les travailleurs-euses. Comme un peu partout, parallèlement à la criminalisation, les personnes migrantes sans statut légal sont utilisées pour faire fonctionner le système économique à bas coût. Le taux de travailleurs-euses sans statut légal est impressionnant dans les secteurs de la construction (20 à 35%), des services (30%) et de l'agriculture (48%). Sans ces personnes, l'immobilier par exemple serait à terre; ce qui souligne l'hypocrisie des politiques migratoires.

**Réalités alarmantes**

L'objectif du syndicat est d'améliorer les conditions de travail des ouvriers-ères tout en stimulant une conscience «anti-système». Leur salaire, qui tourne autour de 6'000 dollars par an, correspond au tiers de ce qui est considéré comme le seuil de pauvreté aux USA. Par ailleurs, ils sont exposés aux pesticides qui sont massivement utilisés dans les cultures et leurs droits syndicaux sont bafoués de manière quasi-permanente et n'ont droit à aucun soin médical. Sur les 8 à 12'000 travailleurs de cette région, 8'000 personnes, dont près de 3'000 femmes, sont membres du syndicat. Cela n'a pas été sans peine. Aux USA, depuis 1945, la loi sur le travail n'inclut pas les travailleurs-euses agricoles et seuls deux Etats autorisent formellement l'organisation des travailleurs (Californie et Hawaï). Ainsi, chacune de leur action est considérée comme illégale et se solde presque systématiquement par l'intervention de la police.

**Elargir son champ d'action**

En 1992, ce syndicat percevait les paysans comme ses ennemis. «Nous luttons contre eux pour avoir de meilleurs salaires. Nous ne nous rendions pas compte que paysans comme ouvriers étions victimes du même système alimentaire et économique brutal. Les paysans américains n'avaient pas non plus le choix de leur production. Il nous fallait créer des alliances. Au début des années 2000, nous nous sommes approchés des organisations paysannes mexicaines et américaines de La Via Campesina. Nous avons participé à plusieurs actions communes, par exemple contre le sommet de l'OMC à Cancun. Et lors de la 4ème conférence internationale de La Via Campesina en 2004 au Brésil, nous avons poussé le mouvement à intégrer la question de la migration et des travailleurs-euses

agricoles. Une commission internationale ad hoc a été créée. Comme syndicat de travailleurs-euses, nous voulions aller au delà de nos revendications spécifiques et lutter contre les causes de la situation que nous vivons, en agissant dans les pays d'origine des travailleurs-euses migrant-e-s. Cela passe par la mise en place de politique de souveraineté alimentaire permettant de relancer une agriculture locale rémunératrice et émancipatrice. Lors du sommet de l'OMC à Hong Kong, le plus grand groupe de manifestants était celui des migrant-e-s thaïlandais-e-s et Malaisien-ne-s qui travaillaient dans la région».

Carlos Marentes précise tout de même que les alliances paysannes se font avec les représentants des paysans familiaux et non les tenants de l'agriculture industrielle «qui exploitent la main d'œuvre, détruisent l'agriculture paysanne, maltraitent l'environnement et transforment la nourriture en une simple marchandise».

Aujourd'hui, les Etats-Unis traversent de nouvelles crises. Depuis 2008, le gouvernement américain tente à tout prix de sauver son système bancaire. «Mais si nous sommes tous dans le même bateau, les bouées de sauvetage sont réservées aux riches. Les voleurs de Wall Street ont été secourus et les travailleurs coulent». En 2010, 50 millions de personnes sont tombées dans la pauvreté alors que dans le même temps, le nombre de milliardaires a augmenté. Les jeunes de notre mouvement, les fils ou les filles de nos membres, se sont fortement engagé-e-s dans le mouvement des indignés «Occupy el Paso» avec un slogan «Contre les voleurs de Wall Street, pour la souveraineté alimentaire!». Pour Carlos, il ne faut rien attendre des promesses politiques, il faut s'imposer: «Dans le cadre de La Via Campesina, en tant qu'ouvriers-ères agricoles, nous avons trouvé la force et la conviction de lutter ensemble pour élaborer nos solutions».

*Valentina Hemmeler Maïga*

**Perspectives «ouvrières» au sein de La Via Campesina**

- **L'agriculture de proximité familiale et les productions locales sont mises en faillite par les politiques agricoles libérales, qu'elles soient nationales ou internationales. Il y a nécessité de décloisonner les espaces de luttes, de renforcer les liens entre syndicats paysans et ouvriers agricoles. Les travailleurs-euses agricoles devraient être encouragé-e-s à participer à des rencontres communes afin d'amener leur point de vue et leurs expériences. Les questions migratoires doivent être pleinement intégrées au débat en tenant compte des analyses des mouvements de migrant-e-s et antiracistes.**
- **La dimension sociale doit être régulièrement amenée sur le devant de la scène lorsque les conditions de production sont discutées par exemple lors de réformes législatives ou de campagnes publiques à l'intention de la population.**
- **Les activités des commissions européennes et internationales «migrations et travailleurs agricoles» de La Via Campesina doivent être renforcées notamment en vue de la préparation de la 6ème conférence internationale qui se tiendra en Indonésie en 2013. Les politiques agricoles et migratoires sont de plus en plus corrélées. Il est du devoir de La Via Campesina de renforcer le contenu politique de cet axe afin de prévenir les crises futures.**
- **Les pays du nord n'ont toujours pas signé, ratifié et donc appliqué la «Convention internationale sur les droits des migrant-e-s et leurs familles» et celle sur la «santé et sécurité dans l'agriculture» (OIT 184). La Via Campesina pourrait mener une campagne en ce sens.**
- **Il faut renforcer les échanges entre acteurs (Italie, Espagne, Mexique, Maroc, Sénégal, Suisse etc.). Ces échanges pourraient permettre de renforcer certaines dynamiques, par exemple en Italie du sud où le mouvement se trouve isolé et sous pression des mafias locales. La migration africaine, dans une Europe qui utilise cette main d'œuvre, devrait mieux être étudiée afin d'effectuer un travail similaire à celui qui a eu lieu entre le Mexique et les USA, mais entre les deux rives de la Méditerranée.**

*Extraits du rapport de la journée de réflexion du 26 mai à Genève organisée par le groupe de travail «Migration, travail saisonnier agricole, agriculture industrielle» de la Coordination Européenne de la Via Campesina et à laquelle ont participé des paysan-ne-s, des membres de l'Autre Syndicat, des syndicalistes italiens et Carlos Marentes.*

LETTRE DE LECTEURS / LESERBRIEF

# Freiraum und Brot in der Stadt Bern

Offener Brief an Alexander Tschäppät und an die Mitarbeiter des städtischen Strassenreinigungsdienstes.

Lieber Alexander Tschäppät, zwei nicht-bewilligte Demos in Bern zeigen unterschiedliches mediales Echo und sehr unterschiedliche Reaktionen Seitens der Behörden. Wir haben Ihren Auftritt im Fernsehen mitbekommen, als Sie in der Nachbearbeitung des Events zu Fragen von Jugend und Freiräumen Stellung bezogen haben. Die Jugend geniesst unsere volle Unterstützung, wenn sie sich wehrt dagegen, im reglementierten Konsumsumpf zu ersticken.

Wir Bäuerinnen und Bauern sind auch nach Bern gegangen, um auf unserer prekäre Situation aufmerksam zu machen. Bei uns kommt noch dazu, dass es nicht um Freiräume geht, sondern bei vielen schlicht um die Existenz. Da die gesamte Bevölkerung beim Thema „Nahrung“ betroffen ist, ist es uns ein Anliegen, immer wieder darüber zu informieren, denn das Land ernährt die Stadt.

Mit dem symbolischen Bild von Kinder-Frauen- und Männerstiefeln, die ausgedient haben, weil ihre Besitzer den Hof aufgegeben mussten, haben wir versucht, unsere Sorge an die Öffentlichkeit und an verantwortliche Behörden zu tragen.

Als einzige Reaktion auf unsere symbolische Aktion steht uns heute eine Rechnung über Fr. 385.- für die Entsorgung der Bauernstiefel ins Haus. Was als Zeichen für das Verschwinden der Höfe gedacht war, hat sich auf dem Amtswege zu Abfall und einem Entsorgungsproblem verkehrt. Mit der Bezahlung der Rechnung würde unser Anliegen unter den Teppich gekehrt. Das soll und darf nicht geschehen.

Mit Verzweiflung und Wut müssen wir zusehen, wie 3 Höfe pro Tag für immer verlassen werden. Dies obwohl laut Weltagrarbericht längst klar ist, dass

nur eine bäuerliche klein strukturierte Landwirtschaft die Welt nachhaltig ernähren kann. Drum sind wir übereingekommen, unsere Anliegen erneut zu formulieren und vorzutragen.

Bäuerliche Landwirtschaft sollte auch für Sie und die Stadt Bern ein wichtiges Thema sein, welches sich nicht mit der Einforderung einer Abfallgebühr bereinigen lässt. Wir appellieren mit diesem Brief an Ihre Verantwortung und an die Verhältnismässigkeit.

Mit einer kleinen Bildergeschichte mit dem Titel: „Verlassene Stiefel vor dem Bundeshaus“ möchten wir unser Anliegen auf den rechten Weg zurück lenken.

Mit freundlichen Grüssen vom Land, für Uniterre CH, die Co-PräsidentInnen  
*Ulrike Minkner und Jakob Alt*

## Verlassene Stiefel vor dem Bundeshaus 2.3.2012

### Kinder- Frauen- und Männerstiefel, aufgereiht vor dem Bundeshaus

Wie aber sind sie hergekommen?

Vreni und Ueli würden ihren Hof später gerne ihrer Tochter Sara übergeben. Leider ist ihre Existenz aber von Prinzip „wachsen oder weichen“ bedroht. Davon sind auch Sara's Stiefelchen betroffen, in denen sie Hühner und Gänse füttert und durch taunasse Wiesen stapft. Deshalb bringt auch sie ihre Stiefel mit nach Bern.



Vreni und Ueli waren verblüfft, als sie sehen mussten, dass die Stiefelparade vor dem hohen Hause nicht von Würdenträgern, sondern von OrdnungshüterInnen zur Kenntnis genommen und streng bewacht wurden.



Später waren es dann wieder nicht wie erhofft PolitikerInnen, welche die symbolische Demonstration begriffen, sondern Mitarbeiter des Tiefbauamtes, welche den Auftrag hatten, das Symbol als Müll umgehend zu entsorgen.



Ueli versuchte wie „Winkelried“ einzugreifen und die Sache klarzustellen.

Letztendlich blieb ihm nichts anderes übrig, als tatkräftig bei „der Stiefel-Entsorgungsaktion“ mitzuhelfen.

Dabei brachte er es dann nicht übers Herz, noch gut erhaltene Stiefel in den Müll zu schmeissen.

-um

## Agenda

### ...International...

**25 août - 19 septembre:** GoodFood March, marches à travers l'Europe convergent vers Bruxelles, pour la souveraineté alimentaire!  
Contact: info@uniterre.ch

### ...National ...

Séances décentralisées sur les propositions de gestion du marché du lait: les dates seront communiquées par mail et sur notre site internet!

**24 octobre** à Yverdon-les-Bains 5ème Journée romande «Sol- plante-climat» + Énergie 2012

### ...La vie des sections...

#### Fribourg

**Dimanche 19 août** à Villaraboud, chez Chassot. Dès 10h30. Pic-nic ouvert à tous organisé par Cooperative Solidarite Paysanne et ACAR. Après-midi: Débat: Rechercher ensemble: Consommateurs – producteurs, comment cheminer vers un monde plus humain ? Que faire ou plutôt qu'est-ce qui se fait déjà et comment poursuivre ?

#### Dimanche 26 août à St-Ursen:

**2ème Journée Santé du Pain.** dès 9h30. Conférences-échanges. Renseignements et inscriptions: 079/232'03'80 rumpfstephane@gmail.com

**27-28 août:** atelier panification des blés anciens, St-Ursen

## RECHERCHE...

...**Chef d'exploitation à 100% dans la partie CC et agricole d' une entreprise innovante (exploitation céréalière, multiplicatrice de semences, vaches allaitantes, centre collecteur de céréales, fabrication de produits alimentaire).** Renseignements et offre détaillée: HEP Agri: 026/677 44 44. info@hep.ch

## RECHERCHE ...

...une place au pair avec participation à la vie de la famille d'accueil dans une ferme en Suisse romande.

Durée du séjour six mois environ, à partir de la mi-septembre 2012.

Apprentie en fin de formation d'employée de commerce à l'administration communale de Thierachern (Thoune),

Salome dispose déjà de très bonnes connaissances de français. Elle pourrait fournir un allègement considérable à sa famille d'accueil doublé d'un enrichissement grâce à sa nature agréable.

#### Contact

Salome Bühler, Gemeindeschreiberi, Dorfstrasse 1, 3634 Thierachern. 033/346'00'43. salome.buehler@thierachern.ch

## La Mobilière

Assurances & prévoyance

**La Mobilière privilégie les intérêts de ses clients. Cette année, plus d'un million d'assurés bénéficient ainsi d'un rabais sur leurs primes représentant un montant total de 110 millions de francs. Aussi pour les agriculteurs, profitez-en !**

www.mobi.ch